

HIER, A PARIS, PLUS DE 3.000 ETUDIANTS ONT MANIFESTE

CONTRE LE RACISME ET POUR LA PAIX EN ALGERIE

Compte-rendu de Georges Bouvard et Jean Le Lannec.

Le cri général des étudiants a balayé hier, dans le Quartier Latin de Paris, la saleté raciste, purifiée du Quartier Latin de la honte qui lui infligent ceux qui voudraient transformer la capitale en ghetto. Pendant près d'une heure, de Vavin à Montparnasse, et de l'avenue de la République à l'Odéon, plus de trois mille étudiants, membres de l'Université, ont manifesté à l'appel du Comité National de la Liste qui rassemble, on le sait, dix-neuf associations étudiantes. Leurs professeurs, à l'appel du Comité Universitaire, s'étaient joints à cette manifestation.

Ni les matraquages, ni les charges de la police n'ont pu étouffer ces cris : « A bas le racisme ! A bas la guerre ! Le fascisme ne passera pas ! »

18 h. 10 : L'étincelle jaillit à Vavin

La police pourtant avait jeté surtout au Quartier Latin ses ré-

un pas pressé vers quelque ren-
des-vus secrets.

De fait à 18 heures il y avait
de côté du métro Vavin, un sé-
rieux embouteillage. Que de jeu-
nesse sur les trottoirs et dans les
pelles rues avoisinantes.

« A bas la guerre ! A bas le
racisme ! A bas le fascisme ! »

18 h. 20 : Premier choc boulevard Montparnasse

Il y a 10 minutes que la ma-
nifestation s'engage le boulevard
de la République à l'Odéon, plus
de 1.000 étudiants ont rejoint
le cortège. Les policiers se sont
trouvés à la hauteur du métro
Régis-Quinot, nouvelle charge
policière. Nouvelle dispersion du
cortège vers la rue de la Chapelle,
vers le boulevard Edgar-Quinot.
La manifestation continue, plus
encore plus large. Partout dans
la nuit montent les cris : « A
bas le racisme ! A bas la guerre !
Le fascisme ne passera pas ! »

Les sirènes de la police hurlent.
De nouveaux cars bondés arrivent.
Mais déjà les étudiants se sont
regroupés.

18 h. 30 : Nouveau cortège à Vavin

Tandis que les policiers pour-
chassent vers l'avenue du Maine
un groupe, c'est tout un cortège
qui nouveau s'est reformé sur
le boulevard Montparnasse et re-
vient vers Vavin et s'engouffre
dans le boulevard Raspail.

A cette heure, leurs compa-
gnons de la rue de la Gaîté des-
cendent eux aussi l'avenue du
Maine. Partout, dans un large
périmètre se développe la ma-
nifestation. Partout les cris : « A
bas le racisme ! A bas la guerre !
Le fascisme ne passera pas ! »

19 heures : La dispersion à Saint-Germain

Le groupe de l'avenue du Maine
arrive alors à la hauteur de la
gare du Maine. Un groupe d'ou-
vriers applaudit vigoureusement.
Les étudiants écoutent une der-

Le Secours Populaire distribue vivres et vêtements

Le Secours Populaire continue
ses distributions de vivres, d'ar-
gent et de vêtements aux fami-
les des Algériens blessés.

Lundi 250 repas ont été réparti-
sés dans les rues de la capitale.
Des secours de 5.000 fr. par
famille à Saint-Omer, les blessés
ont été pourvus de vêtements
de leur sortie de l'hôpital et les
démarches entreprises pour ga-
rantir leur reprise du travail dès
que leur état sera satisfaisant.

Toute cette solidarité est ren-
due possible par l'immense géné-
rosité populaire. Les vivres, les
vêtements, l'argent continuent d'affluer
et dès demain plus de mille boîtes
de lait et une camionnette de
vêtements seront distribués, mais
un problème angustieux demeure.
Il y a 400 Algériens morts ou ex-
pulsés en Algérie. Des enfants
restent seuls, perdus au milieu de
la misère. Le Secours Populaire
demande aux personnes qui se-
raient disposées à offrir un
enfant algérien, voire de l'héber-
ger quelques semaines, de bien
vouloir se mettre en rapport avec
la Fédération de la Seine, 47, rue
Henri, Paris (18). Ou à l'adresse
Geneviève Loeck, 16-43-146

Un communiqué de la F.S.M. à Debré

La Fédération Syndicale Mon-
diale a adressé à Debré un télé-
gramme dans lequel : « au nom
de plus de 187 millions de fran-
çais, et de millions d'Algériens,
et certains d'exprimer l'indig-
nation des travailleurs. Sa
présidence de la République
également contre la sanglante
répression de la manifestation du
17 octobre à Paris. »

La P.S.M. demande la libéra-
tion immédiate de tous les tra-
vailleurs algériens internés et
l'arrêt des expulsions et de tou-
tes les mesures discriminatoires.
Elle renouvelle la volonté des tra-
vailleurs du monde entier de
renforcer leur solidarité et de
renouveler leur lutte pour la
libération de l'Algérie et de
l'indépendance nationale et de
l'intégrité territoriale algérienne.

Séance extraordinaire du Conseil municipal de Paris

Le Conseil municipal de Paris
se réunit vendredi prochain,
27 octobre, en séance extraordi-
naire avec à son ordre du jour
les questions qui se sont dé-
roulées la semaine dernière dans
la capitale.

Fusils-mitrailleurs pour les C.R.A.

Au terme d'un accord passé au
Journal Officiel de l'Assemblée
fonctionnaires des C.R.A. ont
réclamé des fusils-mitrailleurs
pour la défense nationale. Ils
sont en effet autorisés à porter
en plus des pistolets, mousque-
tons et pistolets mitrailleurs,
dont ils disposent jusqu'à pré-
sent, des fusils mitrailleurs et
des lance-grenades à fusils.

Réunions des députés et des sénateurs algériens

Le groupe des députés commu-
nistes se réunira mardi à 14 h. 30,
au 6 bureau à l'Assemblée.
Le groupe des sénateurs se réu-
nira mardi à 14 h. 15, au bureau
du groupe au Sénat.

nière fois un de leurs responsables
pût se disperser.

Pendant ce temps, un deuxième
groupe parcourt la rue de
l'Odéon. Un troisième remonte
l'avenue du Maine jusqu'à l'ave-
nu du Général-Leclerc, revient
vers Denfert-Rochereau et se di-
spense, rue Daguerre.

Mais à quelques kilomètres de
là, la quatrième groupe de huit
cents étudiants avance toujours
par le boulevard Raspail, la rue
de Rennes, le boulevard Saint-
Germain jusqu'à l'Odéon.

2.800 Algériens toujours détenus à la porte de Versailles

2.800 Algériens sont toujours
détenus après les rafles effec-
tuées la semaine dernière à Pa-
ris et en banlieue. La préfec-
ture de Police, qui publie ces
chiffres, précise qu'au Parc des
Expositions de la porte de Ver-
sailles, 1.200 Algériens sont
actuellement soumis à une veri-
fication et que 1.600 autres
sont encore retenus pour un
examen plus complet de leur si-
tuation. Une grande partie de
ces derniers, indique l'A.F.P.,
sera renvoyée en Algérie où 500
manifestants ont déjà été ache-
minés la semaine dernière. La
préfecture de Police précise en-
core que 8.500 Algériens auraient
été relâchés « après vérification
d'identité ».

Le stade de Courbevoie, où de
nombreux manifestants étaient
détenus, a été évacué dimanche
en fin de journée. Le Parc des
Expositions de la porte de Ver-
sailles devait être hier soir.

Les cadavres de deux Algériens retirés de la Seine à Argenteuil

Les cadavres de deux Algé-
riens ont été retirés de la Seine
à Argenteuil. Tous deux
avaient les mains liées au dos
et les jambes ficelées. L'un d'eux
avait en outre un fil de fer
électrique enroulé autour du
cou.

Les deux noyés portaient des
traces de blessures à la tête.

Les deux hommes paraissent
âgés d'une trentaine d'années.
L'un était vêtu d'un complet
veston gris, l'autre d'un veston
gris également et d'un pantalon
gris clair. Le premier portait
des chaussures marron à bou-
cles et le second des souliers
noirs également à boucles
(A.F.P.).

Le Syndicat national de l'Enseignement secondaire - UN CLIMAT DE HAINE RACIALE

La Commission administrative
du Syndicat national de l'Enseignement
secondaire a adopté une dé-
claration dans laquelle elle se
prononce contre « le climat de
haine raciale qui s'est installé
en France », souligne que « de
telles violences et mesures discrimi-
natoires sont en contradiction for-
melle avec la recherche d'une paix
négociée ». Elle exprime, affir-
me encore le S.N.E.S., « la ré-
alité d'une politique coloniale
qui, creusant toujours davantage
le fossé entre les deux commu-
nautés en Algérie, fait le jeu des ul-
tra ».

Un Algérien résidant en Fran-
ce depuis 10 ans avait déposé
une plainte contre X... pour
tentative d'homicide volontaire.
Depuis il aurait été appréhendé
par la police. Son avocat, M.
Ledermann, est en tout cas sans
nouvelles de lui. M. Ledermann
a demandé au procureur de la
République de faire rechercher
son client. Mais dimanche, on
était toujours sans nouvelles de
l'Algérien.

Même « Le Figaro » !

« Le Figaro » a publié hier quel-
ques lignes sur le sort des Al-
gériens arrêtés et déploré les
« brimades et les violences at-
teignant l'ensemble d'une commu-
nauté ».

« Voilà qu'il y en a encore de ces
brimades et de ces violences !
Et voilà que l'indignation se
grande chez les Français pour que
même « Le Figaro » soit obligé
de protester ! »

Un communiqué de la Fédération de France du P.C.A.

Dans un communiqué adressé
à tous les journaux, la Fédération
de France du Parti Communiste
Algérien apprécie la manifesta-
tion du 17 octobre comme « un
soufflement politique d'une im-
portance capitale ». Elle salue
le sort des Européens en Algérie
et appelle les Français à multi-
plier leurs efforts pour expul-
ser les travailleurs et démo-
crates français le sens de la lu-
te du peuple algérien.

Un groupe de personnalités à Moudon

A MUDON, un groupe de per-
sonnalités appartenant au Parti
Communiste, au P.S.U., à la S.F.I.O.,
à la C.G.T., à la F.N., au S.N.I. et
au S.N.E.S. se sont rencontrés et
ont adopté une motion deman-
dant la libération immédiate des
discriminatoires algériens et l'arrestation
des responsables et exigent, en
rapport rapide des négociations
avec le G.P.R.A.

Un groupe de personnalités à Moudon

A MUDON, un groupe de per-
sonnalités appartenant au Parti
Communiste, au P.S.U., à la S.F.I.O.,
à la C.G.T., à la F.N., au S.N.I. et
au S.N.E.S. se sont rencontrés et
ont adopté une motion deman-
dant la libération immédiate des
discriminatoires algériens et l'arrestation
des responsables et exigent, en
rapport rapide des négociations
avec le G.P.R.A.



Une déclaration de 30 intellectuels : « Les mesures répressives ne font qu'approfondir le fossé »

Trente intellectuels viennent de publier une déclaration dans laquelle ils parlent de leur inquiétude devant les « violences que provoque la prolongation de la guerre d'Algérie » et « l'ensemble des mesures discriminatoires prises à l'égard des Algériens ». Ils déclarent ensuite :

Protestation C.G.T. - C.I.T.C.-F.O. à la 6^e circonscription de la Sécurité sociale

Les organisations syndicales
C.G.T., C.I.T.C. et F.O. de la 6^e
circonscription administrative de la
Sécurité sociale (1 bis, rue Pierre-
Levy, Paris-13^e) ont adressé un
texte à l'Assemblée dans lequel
elles expriment « leur solidarité
active et fraternelle avec les tra-
vailleurs algériens et l'inclinent
devant les morts victimes de la
guerre d'Algérie ». Les trois or-
ganisations syndicales, consi-
dérant d'autre part « que les ma-
nifestations du 17 octobre illus-
tent à nouveau l'urgence d'en-
fermer la guerre d'Algérie ».

SECTION SYNDICALE PHOTOGRAPHIQUE

La SECTION SYNDICALE
PHOTOGRAPHIQUE (syndicat gé-
néral du livre) a adressé, dans
une lettre, une protestation contre
les mesures répressives et dis-
criminatoires prises à l'égard des
Algériens.

Le Syndicat national de l'Enseignement secondaire - UN CLIMAT DE HAINE RACIALE

La Commission administrative
du Syndicat national de l'Enseignement
secondaire a adopté une dé-
claration dans laquelle elle se
prononce contre « le climat de
haine raciale qui s'est installé
en France », souligne que « de
telles violences et mesures discrimi-
natoires sont en contradiction for-
melle avec la recherche d'une paix
négociée ». Elle exprime, affir-
me encore le S.N.E.S., « la ré-
alité d'une politique coloniale
qui, creusant toujours davantage
le fossé entre les deux commu-
nautés en Algérie, fait le jeu des ul-
tra ».

Appel commun communis-tes-P.S.U. dans le 11^e

Sous le titre « Alertes au 11^e
arrondissement du Parti Commu-
niste Français et du 11^e arron-
dissement du P.S.U. ont été ad-
ressés à 10.000 exemplaires,
une déclaration commune
dans laquelle les deux partis
ont adressé des vœux à l'égard
des travailleurs algériens ».

Le témoignage d'un directeur d'usine

Le Monde a publié hier la
lettre adressée par le directeur
d'une usine de la région parisienne :

« J'emploie à longueur d'année
cinq ou six travailleurs algé-
riens. Depuis un mois ils ont
été arrêtés et détenus dans le
carré de la prison de la Santé.
Je ne sais pas si ils ont été
condamnés à mort. Certains ont
été libérés au bout de trois
ou quatre jours. Certains ont
été libérés au bout de dix
jours et ont obtenu des
arrêts de travail variant de
deux jours à un mois.

Un groupe de personnalités à Moudon

A MUDON, un groupe de per-
sonnalités appartenant au Parti
Communiste, au P.S.U., à la S.F.I.O.,
à la C.G.T., à la F.N., au S.N.I. et
au S.N.E.S. se sont rencontrés et
ont adopté une motion deman-
dant la libération immédiate des
discriminatoires algériens et l'arrestation
des responsables et exigent, en
rapport rapide des négociations
avec le G.P.R.A.

Un groupe de personnalités à Moudon

A MUDON, un groupe de per-
sonnalités appartenant au Parti
Communiste, au P.S.U., à la S.F.I.O.,
à la C.G.T., à la F.N., au S.N.I. et
au S.N.E.S. se sont rencontrés et
ont adopté une motion deman-
dant la libération immédiate des
discriminatoires algériens et l'arrestation
des responsables et exigent, en
rapport rapide des négociations
avec le G.P.R.A.

NANTERRE: 30 délégations populaires à la mairie



Quelques questions au ministre des Armées

La guerre d'Algérie va
bientôt atteindre sa
septième année. La liste
des morts s'allonge chaque
jour. Les agissements indi-
gnes, monnaie courante dans
cette sanglante aventure pou-
sive par le pouvoir militaire,
sont rapportés par des
lecteurs outrés.

Sur la base d'une série
d'informations qui nous ont
été communiquées par des
parents de soldats en Algérie,
nous soulevons en droit de po-
siter quelques questions au mi-
nistre des Armées.

Est-il exact que les parents et
les familles de jeunes soldats
tués dans un combat à
Alger, se voient verser une
remboursement égal de frais
reconnaitre le corps ?

Est-il exact que 50.000
francs seraient exigés de la
famille si elle veut que le corps
du jeune disparu soit ramené
en France ?

D'autre part les parents de
soldats en Algérie seraient dé-
sireux de savoir si des hom-
mes du contingent sont au-
torisés à venir dans les rues
d'Alger trois jours de rang,
dormant sur le trottoir, sans
avoir de déchausser ni se
laver ?

Est-il exact qu'un certain
nombre de jeunes soldats se
voient verser plus de trente
heures par semaine dans la
ville de Nanterre et que la
ville de Nanterre est contrainte
de verser dans une mare ?

M. Messmer se manquera
certainement pas de répondre
à l'insistance des parents qui
ont le droit de connaître les
conditions dans lesquelles vi-
vent leurs enfants en Algérie.

Hier, répondant à l'appel de la section du Parti
Communiste, de l'Union locale CGT, plus de trente dé-
légations d'usines et de quartiers porteuses de motions,
pétitions, résolutions, avec plus de deux mille signatures,
se sont rassemblées devant la mairie de Nanterre pour
protester contre les mesures policières contre les Nord-
Africains.

La municipalité proteste après de l'Elysee

Pour préparer cette assemblée
de délégation, un débrayage a
eu lieu chez le personnel com-
mune et des prises de parole
ont été faites comme à l'entre-
prise Diamant-Bois et dans la
Cité Bernheim. Une délégation
de la municipalité s'est rendue
à la présidence de la Républi-
que, porteur d'une protestation
du Conseil municipal contre les
violences policières. Parmi les
signatures apposées on relève
celles de 130 membres du per-
sonnel enseignant. Plus de 20.000
francs ainsi que des vivres et
vêtements ont été collectés au
cours de cette journée. Une par-
tie des vêtements et vivres ont
été remis aux familles algérien-
nes et une autre partie au So-
cours Populaire.

Séance extraordinaire du Conseil municipal de Paris

Le Conseil municipal de Paris
se réunit vendredi prochain,
27 octobre, en séance extraordi-
naire avec à son ordre du jour
les questions qui se sont dé-
roulées la semaine dernière dans
la capitale.

Fusils-mitrailleurs pour les C.R.A.

Au terme d'un accord passé au
Journal Officiel de l'Assemblée
fonctionnaires des C.R.A. ont
réclamé des fusils-mitrailleurs
pour la défense nationale. Ils
sont en effet autorisés à porter
en plus des pistolets, mousque-
tons et pistolets mitrailleurs,
dont ils disposent jusqu'à pré-
sent, des fusils mitrailleurs et
des lance-grenades à fusils.

Réunions des députés et des sénateurs algériens

Le groupe des députés commu-
nistes se réunira mardi à 14 h. 30,
au 6 bureau à l'Assemblée.
Le groupe des sénateurs se réu-
nira mardi à 14 h. 15, au bureau
du groupe au Sénat.

Un groupe de personnalités à Moudon

A MUDON, un groupe de per-
sonnalités appartenant au Parti
Communiste, au P.S.U., à la S.F.I.O.,
à la C.G.T., à la F.N., au S.N.I. et
au S.N.E.S. se sont rencontrés et
ont adopté une motion deman-
dant la libération immédiate des
discriminatoires algériens et l'arrestation
des responsables et exigent, en
rapport rapide des négociations
avec le G.P.R.A.

Un groupe de personnalités à Moudon

A MUDON, un groupe de per-
sonnalités appartenant au Parti
Communiste, au P.S.U., à la S.F.I.O.,
à la C.G.T., à la F.N., au S.N.I. et
au S.N.E.S. se sont rencontrés et
ont adopté une motion deman-
dant la libération immédiate des
discriminatoires algériens et l'arrestation
des responsables et exigent, en
rapport rapide des négociations
avec le G.P.R.A.

Un groupe de personnalités à Moudon

A MUDON, un groupe de per-
sonnalités appartenant au Parti
Communiste, au P.S.U., à la S.F.I.O.,
à la C.G.T., à la F.N., au S.N.I. et
au S.N.E.S. se sont rencontrés et
ont adopté une motion deman-
dant la libération immédiate des
discriminatoires algériens et l'arrestation
des responsables et exigent, en
rapport rapide des négociations
avec le G.P.R.A.

Un groupe de personnalités à Moudon

A MUDON, un groupe de per-
sonnalités appartenant au Parti
Communiste, au P.S.U., à la S.F.I.O.,
à la C.G.T., à la F.N., au S.N.I. et
au S.N.E.S. se sont rencontrés et
ont adopté une motion deman-
dant la libération immédiate des
discriminatoires algériens et l'arrestation
des responsables et exigent, en
rapport rapide des négociations
avec le G.P.R.A.

Un groupe de personnalités à Moudon

A MUDON, un groupe de per-
sonnalités appartenant au Parti
Communiste, au P.S.U., à la S.F.I.O.,
à la C.G.T., à la F.N., au S.N.I. et
au S.N.E.S. se sont rencontrés et
ont adopté une motion deman-
dant la libération immédiate des
discriminatoires algériens et l'arrestation
des responsables et exigent, en
rapport rapide des négociations
avec le G.P.R.A.

24-10-1961